



Global Platform for the Right to the City
Plataforma Global por el Derecho a la Ciudad
Plateforme Globale pour le Droit à la Ville

Soutenons nos défenseurs des droits de l'homme en cette Journée mondiale de l'habitat

Par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1985, le premier lundi d'octobre de chaque année est commémoré comme Journée Mondiale de l'habitat ou de la Journée mondiale des sans-abri. A cette occasion, divers mouvements et organisations qui défendent et promeuvent les droits de l'homme liés à l'habitat dans le monde se font entendre pour affirmer avec force que les Gouvernements Nationaux, Régionaux et Locaux respectent, protègent et mettent en œuvre ces Droits. Habitat International Coalition, la Plateforme Mondiale pour le Droit à la Ville et ses membres, saisissent cette occasion pour redoubler d'efforts individuels et collectifs en faveur de la justice sociale, du droit à la terre et au logement, ainsi que du Droit à la Ville pour tous.

Le droit à un logement convenable et à la terre, ainsi que le droit à la ville ne sont toujours pas à la portée de plus d'un milliard de personnes dans les zones rurales et urbaines du monde, dont au moins 100 millions vivent dans la rue. Les femmes et les hommes, les filles et les garçons, les minorités visibles et les groupes marginalisés et des communautés entières échappent aux politiques publiques actuelles ou souffrent quotidiennement de toutes sortes de violences de la part d'acteurs publics et privés.

En raison de cette injustice, tous ceux qui défendent les droits au logement, à la terre et le droit à la ville ont adopté ces dates pour rappeler à leurs concitoyens, les millions de personnes qui n'ont pas de logement décent ou qui n'ont pas la possibilité d'accéder à la terre dans la plupart des pays.

Dans le cadre de la Journée Mondiale de l'Habitat, les Nations Unies, les organisations internationales et les gouvernements présentent les mesures qu'ils prennent pour remédier à cette situation, mais nous estimons qu'il reste encore beaucoup à faire.

Ces dernières années, la lutte pour les Droits de l'Homme en matière d'habitat a été la cause de la persécution et de la criminalisation par des forces puissantes qui traitent la terre, le logement et la ville comme des marchandises. Les chiffres pour 2018 indiquent que 164 personnes défendant leurs droits à l'environnement et à leur habitat ont été assassinées, l'Amérique latine étant la région la plus dangereuse avec 83 décès au total, un chiffre en augmentation constante. Cela correspond à une tendance mondiale choquante qui a vu tripler les meurtres des défenseurs des terres de 2015 à 2016.

Comme indiqué dans la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme (<https://www.ohchr.org/EN/Issues/SRHRDefenders/Pages/Translation.aspx>), les autorités de tous les niveaux des Gouvernements ont l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces meurtres, incarcérations et menaces, pour assurer une justice adéquate et protéger ceux qui défendent non seulement les Droits des personnes mais aussi les territoires qu'ils habitent.

Habitat International Coalition et la Plate-Forme Mondiale pour le Droit à la Ville lancent aujourd'hui une Campagne de Promotion et de Protection des Défenseurs de l'habitat.



Global Platform for the Right to the City
Plataforma Global por el Derecho a la Ciudad
Plateforme Globale pour le Droit à la Ville

Nous unissons nos forces afin d'attirer l'attention du Monde sur la violence subie par ceux qui défendent nos droits au logement, à la terre et au Droit à la Ville. C'est la raison pour laquelle nous invitons tous les mouvements et organisations à partager les cas de défenseurs, en particulier de femmes, qui sont menacées, afin que nous puissions sensibiliser le monde et susciter notre solidarité.

«Pour le droit de toutes les personnes à un lieu sécurisé où elles peuvent vivre en paix, dans la dignité et dans l'harmonie avec la nature».

Cas de violation (liste en cours)

1. Abdullah Abu Rahma, Palestine
2. Agustina Mas Pinedo, Asie du Sud-Est, Pérou
3. Angélica dos Santos Lima, Moviment de Moradia Pour tous, Brésil
4. Ascencio Vasquez Gonzales, Association écologique Lomas de Primavera, Pérou
5. Cristobal Guevara Quispe, Association écologique Lomas de Primavera, Pérou
6. Dr. Khadim H. Dahot, Sewa Development Trust Sindh, Pakistan
7. Edinalva Silva Franco Pereira, Mouvement de Moradia Para Todos, Brésil
8. Manifestants à Gdimzik, Sahara occidental
9. Gültan Kışanak, co-maire de la ville de Diyarbakır, en Turquie
10. Haydee Carmen Cerrón Cárdenas, protectrices ambulantes de la flore et de Lomas d'Amancaes, Pérou
11. Janice Ferreira Silva (Preta Ferreira, Movimento Sem Teto do Centro, Brésil)
12. Juana Ccana Quispe, Protectores ambulantes de la flore et Lomas de Amancaes, Pérou
13. People Karen, Thaïlande
14. Luis D'elía, Fédération de Terre et Vivienda, Argentine
15. Maria Cecilia Janampa Cerron, Protectores ambulantes de la flore et Lomas de Amancaes, Pérou
16. Membres de l'association des propriétaires et des utilisateurs de Malenland (MALOA), Sierra Leone
17. Milagro Sala, Organisation Barrial Túpac Amaru / Partido por la Soberanía Popular, Argentine
18. Sidney Ferreira Silva, Movimento Sem Teto do Centro, Brésil
19. TepVanny, Cambodge